

La France a taillé la première marche du podium à la Finlande en matière de dépenses publiques

COMPARATEUR SANTÉ

avec  **LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ**

Vous êtes né(e) le

jj/mm/aaaa

Votre régime

- Choisir -

Assurer votre conjoint(e) ?

Oui Non

Enfants à assurer

Aucun

Comparer les offres

Déficit, dette, dépenses : les tristes podiums français

Publié le 25/04/2017 à 06:00



Ministère de l'Économie et des Finances, à Paris. Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes, souligne que la situation des finances publiques de la France s'est aggravée en 2016 par rapport à la situation moyenne des pays européens.

Dans une note qu'il va publier sur son site de pédagogie sur les finances publiques, [Fipeco \(https://www.fipeco.fr/\)](https://www.fipeco.fr/), l'ancien magistrat de la Cour des Comptes, François Ecalte, pointe les domaines dans lesquels la France mérite des médailles. Et il n'y a pas de quoi en être fier! «La situation des finances publiques de la France s'est aggravée en 2016 par rapport à la situation moyenne des pays de la zone euro ou de l'Union européenne», assure-t-il en introduction de cette note.

L'Hexagone mérite d'abord une médaille d'argent pour son **déficit public** (plus.lefigaro.fr/tag/finances-publiques). «En 2007, juste avant la crise, le déficit public de la France était déjà sensiblement plus important que les moyennes de la zone euro et de l'Union européenne, tandis que les comptes publics de l'Allemagne se soldaient par un excédent», rappelle François Ecalte. Les choses se sont un peu améliorées, en relatif, pendant la crise, le solde public hexagonal s'étant un peu rapproché des moyennes européennes en 2010. Mais depuis 2011, les écarts se sont accentués.

En 2016, le déficit public a ainsi diminué de 0,2 point de PIB en France, contre 0,6 point dans la zone euro et 0,7 point dans l'Union européenne, relève Fipeco. Et d'ajouter: «seule l'Espagne a un déficit public (4,5 % du PIB) supérieur à celui de la France (3,4 %). Ce sont les deux seuls pays à enregistrer un déficit public supérieur à 3 % du PIB», ne respectant pas les exigences du Pacte de stabilité.

La France a raflé la première marche du podium à la Finlande en matière de dépenses publiques

La France est ensuite médaillée d'or pour le niveau de ses dépenses publiques. Déjà en 2007, les dépenses publiques -en y incluant les crédits d'impôts, conformément aux règles de la comptabilité européenne-, étaient déjà beaucoup plus importantes dans l'Hexagone que, en moyenne, dans la zone euro et l'Union européenne. «L'écart avec l'Allemagne était même déjà d'environ 10 points de PIB», insiste l'ancien magistrat financier. Les vannes ont été lâchées un peu partout en Europe pendant la crise. Puis, à partir de 2011, les pays européens ont engagé des programmes de redressement de leurs comptes publics comprenant des mesures d'économies. Du coup, les dépenses publiques ont progressé chaque année de 1,3 % dans la zone euro en moyenne entre 2011 et 2016. En France, l'augmentation a été plus forte (1,8 % en moyenne), alors que la croissance économique y était moins élevée. «En conséquence, le ratio de dépenses publiques par rapport au PIB de la France a légèrement augmenté de 2011 (55,9% du PIB) à 2016 (56,2%), alors qu'il baissait nettement dans la zone euro (de 49,2% du PIB à 47,7%)», note Fipeco. C'est ainsi que la France a raflé la première marche du podium à la Finlande en matière de dépenses publiques, qui l'occupait jusqu'à présent.

La dette de l'Allemagne (68,3% du PIB) est inférieure de 28 points à celle de la France (96%)

La France est enfin sur le podium de la dette publique. Notre endettement a pris le large par rapport à nombre de nos voisins européens, surtout [l'Allemagne \(plus.lefigaro.fr/tag/allemande\)](http://plus.lefigaro.fr/tag/allemande). De 1995 à 2007, les dettes publiques de la France et de l'Allemagne étaient presque identiques, en pourcentage du PIB. Entre 2008 et 2010, bien que notre voisin d'outre-Rhin ait considérablement réduit son déficit public, son endettement est resté élevé car le pays a fortement emprunté pour doter en capital des institutions financières mises en difficultés par la crise. C'est ensuite que l'écart s'est creusé, au fur et à mesure que notre voisin tirait les bénéfices de ses réformes et assainissait ses comptes. «Aujourd'hui, la dette publique de l'Allemagne (68,3 % du PIB) est ainsi inférieure de presque 28 points de PIB à celle de la France (96 %), qui a continué à augmenter en 2016», relève Fipeco. L'an dernier, celle de la zone euro a baissé de 1,1 point pour revenir à 89,2 %, et celle de l'Union européenne de 1,4 point pour revenir à 83,5 %.

 Marie Visot